

# Quels enseignements tirer des risques? Quels nouveaux risques faut-il en déduire?

Tirer des turbulences qui ont agité les marchés financiers ces derniers mois des enseignements utiles pour la réglementation est un besoin bien légitime. Bien entendu, le secteur bancaire et financier doit lui aussi se préoccuper de la question. Cela exige cependant d'analyser et d'évaluer soigneusement la situation actuelle. Il faut expressément se garder des conclusions précipitées que celle-ci pourrait suggérer et éviter d'en tirer des raffinements supplémentaires en matière de réglementation. Comme en médecine, une thérapie efficace ne pourra être mise en œuvre qu'après un sérieux diagnostic. Il faudra tenir compte à cet égard de la capacité concurrentielle de notre place financière et de la coordination internationale en matière d'interventions réglementaires.



**Markus Staub**  
Membre de la direction,  
Association suisse des  
banquiers, Bâle, et chargé  
de cours sur la réglementation  
des banques  
et du marché financier,  
université de Bâle

Pendant et après les récents événements qui ont secoué les marchés financiers, un large consensus s'est formé pour établir d'abord un diagnostic à partir d'un état des lieux approfondi et systématique, avant de toucher à leur réglementation et à leur surveillance. Depuis, banques centrales, autorités de surveillance et organisations du marché financier multiplient les propositions en vue de renforcer la réglementation des marchés financiers, d'améliorer la prévention et d'éviter les crises futures. Il y a actuellement un réel danger que l'examen des différentes variantes envisagées initialement pour un nouvel ordre financier mondial soit finalement sacrifié au profit de réactions plus rapides et plus efficaces. On risque également d'oublier l'un des principaux enseignements des crises passées, à savoir qu'une réglementation en réaction directe à des événements précis ne permet généralement pas d'atteindre les objectifs visés.

## Un enseignement peut en cacher un autre

Les leçons à tirer de la crise des «subprimes» touchent les domaines les plus divers, tels que les exigences en matière de fonds propres et de liquidités, les systèmes incitatifs, la gestion et le contrôle des risques ou encore le rôle des agences de notation. Il est peut-être utile de rappeler ici certains principes:

- les risques systémiques se manifestant sous la forme de réactions en chaîne microéconomiques et de corrélations macroéconomiques ne sont pas une illusion, mais constituent bel et bien l'une des motivations essentielles pour réglementer l'activité des banques;
- de tels risques systémiques ont généralement une dimension internationale: ainsi, l'amélioration des cadres institutionnels, en renforçant la coordination et la coopération des instances de réglementation nationales, sera décisive pour la gestion et la maîtrise des crises futures;
- la réglementation pourtant très stricte aux États-Unis n'a pas empêché la crise financière: cette réflexion a son importance lorsque l'approche régulatrice tend à se baser sur des principes comme c'est le cas en Suisse.

## Attention à ne pas prendre des mesures précipitées

Pour illustrer ces propos, abordons la réglementation des fonds propres. On a suggéré de durcir massivement les dispositions en vigueur. Il fallait également que notre pays instaure un nouveau paramètre sous la forme d'un «taux de levier»: un ratio fonds propres/total du bilan, dont on fixerait une limite inférieure à respecter par les banques. Une telle approche diffère des exigences de Bâle II mises en œuvre récemment. Tandis que ces dernières placent l'attention sur la pondération des risques et la gestion de la sensibilité au risque, le taux de levier n'en tient tout simplement pas compte. En renonçant à toute pondération des risques, il recèle – malgré sa simplicité et sa transparence – le danger d'une substitution indésirable en matière d'actifs. Les avantages et inconvénients d'une réglementation des fonds propres dépourvue de l'aspect de la pondération des risques sont donc loin d'être clairs.

## Les risques de correction

Il est délicat de vouloir déduire de la crise financière actuelle des mesures de réglementation ponctuelles qui pourraient être mises en œuvre rapidement. Les marchés financiers modernes et leurs autorités de surveillance se livrent à une course acharnée; les chances d'éliminer totalement les risques résiduels constituent donc une gageure. Devant tant de perfectionnement en matière de réglementation, les protagonistes du marché et le grand public peuvent également se croire faussement en sécurité face aux crises futures. L'inconnue principale demeure, toutefois, le comportement des banques, qu'on essaie de canaliser au moyen d'interventions ciblées et qui par nature constitue une cible mouvante réagissant avec une grande sensibilité aux avancées réglementaires. Le risque est donc grand que des mesures correctives décidées dans la précipitation portent justement en elles les germes de la prochaine crise financière. Un éventuel renforcement de la réglementation bancaire doit être précédé d'une analyse systématique des bénéfices et des coûts.